

**PROJET DE POLITIQUE DU PAM EN MATIÈRE DE
COOPÉRATION SUD-SUD ET DE COOPÉRATION
TRIANGULAIRE**

**CADRE D'ORIENTATION POUR L'AMÉLIORATION DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION GRÂCE À LA
COOPÉRATION SUD-SUD ET À LA COOPÉRATION
TRIANGULAIRE**



Consultation informelle

9 décembre 2014

**Programme alimentaire mondial
Rome, Italie**

RÉSUMÉ

La coopération Sud-Sud offre des solutions réelles et concrètes à des problèmes de développement communs. Le partage des meilleures pratiques, le financement de projets-pilotes dans des endroits reculés, l'apport de capital à des projets prometteurs, la fourniture de biens collectifs régionaux, le développement et l'adaptation de technologies appropriées: autant de possibilités que la communauté internationale se doit de mettre pleinement à profit.

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2013)¹

Environ 10 pour cent des populations sous-alimentées et souffrant de la faim dans le monde bénéficient des opérations menées actuellement par le PAM. Les pays ne pourront pas adopter les solutions nécessaires pour venir à bout de la faim dans le monde s'ils ne mobilisent pas davantage de ressources et n'ont pas recours à de nouvelles connaissances spécialisées, compétences, capacités et solutions – qui, pour la plupart, existent déjà dans les pays en développement.

Dans le droit fil du Plan stratégique pour 2014–2017 et de la stratégie du PAM en matière de partenariat, la présente politique met à profit le soutien qu'apporte le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, notamment au niveau des pays et des régions. Elle vise à systématiser les modalités de coopération et à les intégrer dans les pratiques de programmation du PAM.

Cette politique définit la série de principes directeurs ci-après concernant l'engagement du PAM en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire:

- importance accordée aux plus vulnérables;
- appropriation;
- ouverture à tous et juste équilibre;
- apprentissage et innovation;
- renforcement des systèmes et des capacités des pays;
- complémentarité;
- mise à profit des structures existantes.

Conformément à ces principes, le PAM s'efforcera:

- de faciliter le partage entre les pays de leurs données d'expérience, connaissances, compétences, informations et solutions relatives à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition;

¹ Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, à l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud de 2013: <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=31024>.

- d'encourager l'innovation, en particulier au niveau des programmes; et de mettre en évidence les enseignements et les exemples se rapportant à la transposition à plus grande échelle de solutions novatrices en matière de sécurité alimentaire;
- de renforcer sa collaboration avec un nombre croissant de pays qui ont accédé ou accéderont prochainement au statut de pays à revenu intermédiaire, ainsi que ses partenariats avec eux;
- d'améliorer les liens avec les institutions locales de recherche des pays en développement, afin de constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro;
- de nouer des partenariats avec des organisations régionales et sous-régionales, en vue de renforcer la coopération entre les pays en développement en matière d'élimination de la faim et d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- d'intégrer et de faire correspondre le travail du PAM aux initiatives plus vastes lancées par le système des Nations Unies pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, notamment en partenariat avec les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

DÉFINITIONS ET PORTÉE

1. Les directives opérationnelles du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud définissent cette coopération de la manière suivante:

Processus par lequel deux ou plusieurs pays en développement visent leurs objectifs nationaux propres ou partagés [...] en échangeant les connaissances, les compétences, les ressources et le savoir-faire technique, et par des actions régionales et interrégionales collectives, y compris les partenariats mettant en jeu les gouvernements, les organisations régionales, la société civile, les universités et le secteur privé, pour leur avantage individuel ou mutuel dans les régions et entre elles. La coopération Sud-Sud ne remplace pas la coopération Nord-Sud, elle la complète.

Cette définition est fondée sur le document final de Nairobi, qui a été négocié lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2009².

2. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud définit la coopération triangulaire de la manière suivante:

Collaboration dans laquelle les pays donateurs traditionnels et les organisations multilatérales facilitent les initiatives Sud-Sud en fournissant des financements, des formations et des systèmes technologiques et de gestion, ainsi que d'autres formes de soutien.

RAISON D'ÊTRE

3. À la faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, des objectifs de développement durable proposés et du Défi Faim zéro, les pays donnent la priorité aux initiatives ayant pour objet d'éliminer la faim et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. En raison de son mandat, de ses politiques et de ses opérations, le PAM est le fer de lance de ces initiatives, lesquelles visent notamment à assurer à tous un accès fiable à une alimentation et une nutrition appropriées, à éliminer la malnutrition, à faire en sorte que les systèmes alimentaires soient durables et résilients, et à soutenir les moyens d'existence des populations exposées à l'insécurité alimentaire les plus pauvres et les plus vulnérables.
4. Environ 10 pour cent des populations sous-alimentées et souffrant de la faim dans le monde bénéficient des opérations menées actuellement par le PAM³. Les pays ne pourront pas adopter les solutions nécessaires pour venir à bout de la faim dans le monde s'ils ne mobilisent pas davantage de ressources et n'ont pas recours à de nouvelles connaissances spécialisées, compétences, capacités et solutions – qui, pour la plupart, existent déjà dans les pays en développement.

² Organisation des Nations Unies. 2010. Document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Résolution 64/222 de l'Assemblée générale.

http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/64/222&referer=http://www.un.org/en/ga/64/resolutions.shtml&Lang=F

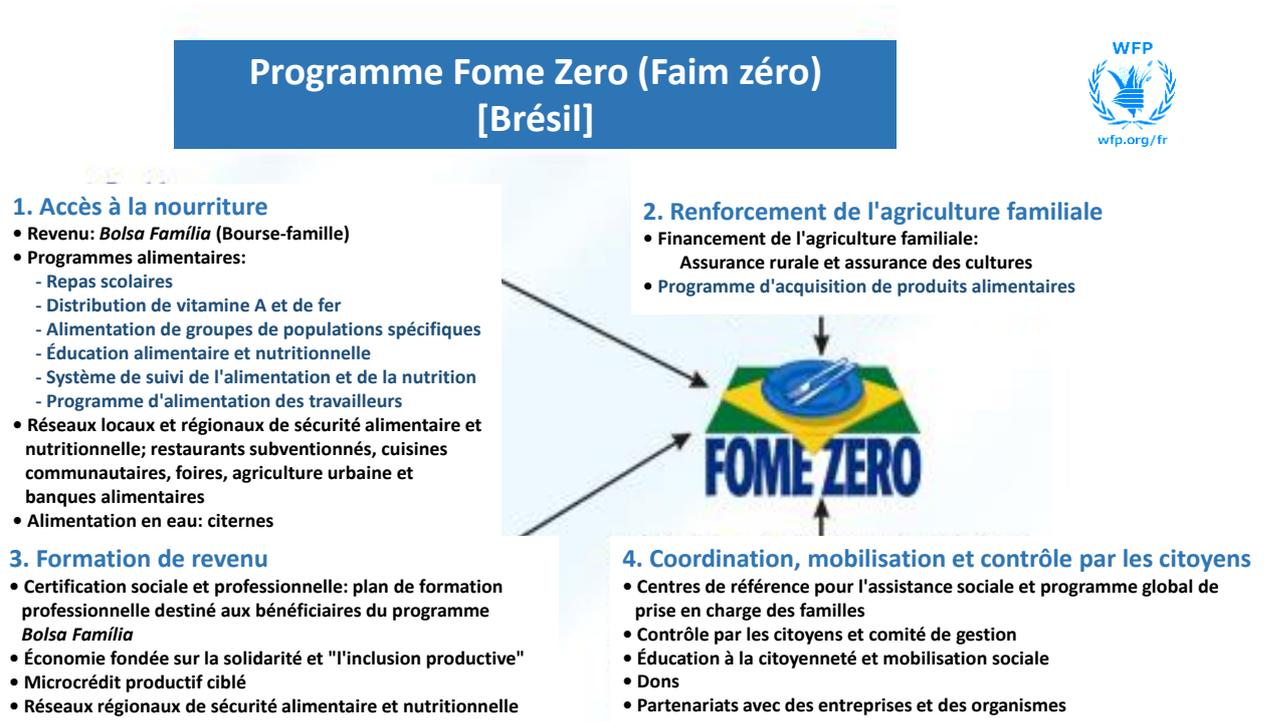
³ Selon la méthode appliquée actuellement pour compter les bénéficiaires, qui n'englobe pas toutes les personnes bénéficiant des retombées des mesures de développement des capacités du PAM.

5. S'agissant des bureaux de pays du PAM, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent sensiblement contribuer à soutenir les initiatives nationales et aider le PAM à remplir son rôle, en constante évolution, dans les pays en développement, en particulier selon trois grandes lignes d'action:
- *Renforcer les capacités des pays.* Le fait de faciliter la coopération entre les pays permet au PAM d'abandonner plus rapidement les distributions directes d'aide alimentaire au profit d'un soutien aux programmes et aux filets de sécurité mis en place par les pays pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. En tirant mutuellement parti de leur savoir-faire, leurs outils et leurs compétences, les pays peuvent renforcer leurs propres systèmes et capacités et prendre davantage en main les initiatives menées en faveur de la sécurité alimentaire.
 - *Faire appel à d'autres sources de financement dans un environnement de plus en plus concurrentiel.* Du fait de la persistance des crises économiques dans le monde entier et de la multiplication des demandes concernant l'intervention du PAM, celui-ci doit, en collaboration avec les pays, rechercher de nouvelles sources de financement et les promouvoir. Le financement découlant de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et les contributions en nature ou en espèces reçues dans le cadre d'accords de couplage constituent une base de financement potentielle pour l'avenir.
 - *Stimuler l'innovation.* Les innovations qui favorisent la sécurité alimentaire découlent de pratiques courantes, dont bon nombre sont mises en place et appliquées par des pays en développement. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent être utiles pour définir des prototypes possibles et les mettre à l'essai en conditions réelles.

LA COOPÉRATION SUD-SUD ET LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ACTUEL DU PAM

6. Sous de nombreux aspects, le PAM favorise la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans son travail, au niveau des politiques, des programmes et de la mise en œuvre. Cet engagement porte sur un large éventail de domaines, notamment les repas scolaires, la nutrition, l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés par le biais de l'initiative Achats au service du progrès (P4P), la passation de marchés, l'agriculture durable, la résilience, la réduction des risques de catastrophe, les filets de sécurité et l'élaboration de stratégies Faim zéro.
7. Le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim est issu d'un partenariat exceptionnel entre le PAM et le Gouvernement brésilien. Il met à la disposition d'autres pays en développement l'expérience acquise par le Brésil dans le cadre du Défi Faim zéro, en matière d'apprentissage, de partage et d'adaptation par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le centre préconise d'élaborer des politiques et des programmes nationaux durables en matière d'alimentation scolaire, de protection sociale, et de sécurité alimentaire et de nutrition. Il a contribué à changer la manière dont le PAM opère en renforçant ses outils et ses capacités pour lui permettre de participer aux côtés des gouvernements à la conception et à la mise en œuvre de programmes nationaux visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et à éliminer la faim.

Figure 1: la stratégie Faim zéro au Brésil



8. Les cas suivants sont des exemples de l'appui apporté par le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire:

- *Paraguay*. En partenariat avec l'Agence de coopération internationale du Chili (AGCI), le PAM a contribué à améliorer la nutrition au Paraguay. Par le biais de la coopération triangulaire, le PAM et l'AGCI ont aidé le Paraguay à restructurer son programme national de nutrition, et infléchi la politique sanitaire et les stratégies de réduction de la pauvreté et des inégalités, ce qui a conduit à l'élaboration et l'adoption d'une loi sur la prévention, le traitement et la réduction de la dénutrition. Le nombre de bénéficiaires visés par le programme alimentaire et nutritionnel intégré est passé de 35 610 (28 831 enfants et 6 779 femmes enceintes) en 2009, à 59 362 (48 429 enfants et 10 933 femmes enceintes) en 2013.
- *Malawi*. Mettant à profit l'expérience qu'il a acquise avec l'initiative Achats au service du progrès, le PAM a amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les possibilités de formation de revenu des agriculteurs et des communautés vulnérables du Malawi. Dans le cadre de l'initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique, à laquelle participent le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gouvernement brésilien, le Malawi a tiré des enseignements de l'expérience acquise par le Brésil dans la mise en œuvre d'une stratégie nationale de santé et de nutrition scolaires utilisant des produits locaux. Ce cas montre comment le PAM peut soutenir les programmes de ses partenaires en se servant de ses besoins en produits alimentaires pour offrir aux petits exploitants des débouchés garantis pour leur production.

- *Corne de l'Afrique.* Pendant la crise alimentaire qui a sévi en 2011/12 dans la Corne de l'Afrique, le PAM a facilité l'acheminement de contributions en nature provenant de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Afrique du Sud, Angola, Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Zambie) ainsi que de Cuba, du Soudan et de Sri Lanka. Du riz, du sucre, du poisson, des haricots, de la viande, du sorgho, de l'huile de riz, des pois, du gros sel, du soja et du maïs, d'une valeur supérieure à 13,9 millions de dollars É.-U., ont été distribués en Éthiopie, au Kenya et en Somalie; rien qu'en Éthiopie, 1,4 million de personnes souffrant d'insécurité alimentaire en ont bénéficié.
- *Bangladesh.* Le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim a aidé le Bangladesh à étudier diverses options pour élaborer un programme d'alimentation scolaire lié à l'agriculture locale. Mettant à profit l'expérience acquise par le Brésil avec la stratégie Faim zéro, le Bangladesh a examiné comment relier l'alimentation scolaire aux politiques et programmes plus vastes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les constatations issues de cette étude aideront le Bangladesh à décider s'il convient d'inclure les repas scolaires faisant intervenir les producteurs locaux dans ses plans de transition et sa vision à plus long terme. Dans cet exemple, le PAM a contribué à diffuser des solutions venant du Sud en facilitant le partage des données d'expérience relatives aux politiques et programmes Faim zéro.

PRINCIPES ET PRIORITÉS DE LA POLITIQUE DU PAM EN MATIÈRE DE COOPÉRATION SUD-SUD ET DE COOPÉRATION TRIANGULAIRE

9. Le PAM soutient les objectifs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire qui ont été énoncés dans le document final de Nairobi⁴:
 - a) soutenir les initiatives nationales et régionales de développement;
 - b) renforcer les capacités institutionnelles et techniques;
 - c) améliorer l'échange de données d'expérience et de savoir-faire entre pays en développement;
 - d) relever les défis particuliers que ces derniers rencontrent en matière de développement; et
 - e) accroître l'impact de la coopération internationale.
10. Les activités entreprises par le PAM à l'appui de la coopération devraient être guidées par les principes ci-après:
 - *Importance accordée aux plus vulnérables.* L'engagement du PAM en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire doit bénéficier avant tout aux populations les plus vulnérables.
 - *Appropriation.* Le PAM adhère et apporte son soutien aux initiatives de coopération Sud-Sud, qui sont promues par les pays en développement.

⁴ [Document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud](#); ce document a été négocié lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud puis adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2009 (résolution 64/222).

- *Ouverture à tous et juste équilibre.* La coopération Sud-Sud appuyée par le PAM est ouverte à tous et fondée sur l'égalité. Dans cette optique, il est reconnu que tous les pays, quel que soit leur stade de développement, peuvent avoir des données d'expérience à partager et adapter.
 - *Apprentissage et innovation.* Le PAM aide les pays à partager les pratiques novatrices et à concevoir des solutions avec d'autres pays se heurtant à des difficultés analogues.
 - *Renforcement des systèmes et des capacités des pays.* Tout en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le PAM axe son action sur les institutions et les systèmes locaux afin de favoriser la transition, l'appropriation et la durabilité des programmes de sécurité alimentaire.
 - *Complémentarité.* La coopération Sud-Sud complète la coopération Nord-Sud traditionnelle, mais ne la remplace pas. La coopération triangulaire associe les deux approches.
 - *Mise à profit des structures existantes.* Dans la mesure du possible, le PAM favorise la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire par le biais des structures et des programmes existant aux niveaux national, régional et mondial.
11. S'appuyant sur ces principes, et afin d'accroître l'efficacité avec laquelle il aide les pays à éliminer la faim et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, conformément aux objectifs nationaux et mondiaux, le PAM entreprendra en priorité les activités suivantes:
- *Mettre en place un système efficace de gestion de l'information et des connaissances,* afin de favoriser le partage des données d'expérience des pays relatives à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le PAM facilitera l'accès aux meilleures pratiques pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, en adaptant les connaissances, les compétences, l'information et les solutions compte tenu de ce que demandent les pays. Il encouragera également son personnel à constituer une communauté de spécialistes en vue de promouvoir la coopération Sud-Sud.
 - *Mettre en évidence, recenser et encourager l'innovation, en particulier au niveau des programmes.* Le PAM repérera les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire intégrées aux programmes en cours qui pourraient sensiblement contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Il veillera à ce que les cycles de planification et de programmation prennent en compte les possibilités de coopération Sud-Sud. Il envisagera également de mobiliser des ressources en vue de créer un fonds pour l'innovation Sud-Sud, qui fournirait à certains bureaux de pays un capital initial pour des initiatives susceptibles d'avoir des effets bénéfiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition, par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Ces investissements pourraient servir à définir et mettre à l'essai des prototypes, et à sélectionner ceux qui seront mis en œuvre à grande échelle.
 - *Mettre en évidence les enseignements et les exemples se rapportant à la transposition des mesures à plus grande échelle.* Lorsqu'il analysera la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'un pays, le PAM recensera les solutions novatrices en matière de sécurité alimentaire dont le pays pourrait tirer profit ou qu'il pourrait partager. Par le biais de son système de gestion de l'information et des connaissances, le PAM diffusera ces exemples reproductibles, dans le cadre du partage des données d'expérience Sud-Sud organisé en son sein et en dehors.

- *Envisager de créer d'autres centres d'excellence et des dispositifs analogues.* Le PAM étudiera différentes modalités qui permettraient de mettre en évidence et de partager le savoir-faire et les données d'expérience des pays.
- *Constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro en améliorant les liens avec les institutions locales de recherche dans les pays en développement,* et renforcer les autres partenariats et accords en matière de recherche destinés à mettre en évidence les résultats obtenus. Les institutions universitaires des pays en développement peuvent jouer un rôle très utile en renforçant les capacités nationales d'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. Le PAM étudiera les possibilités de nouer des partenariats avec ces institutions, et facilitera l'accès aux outils et aux méthodes d'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité qui relie les travaux de recherche aux résultats pratiques, à l'apprentissage et aux innovations au niveau des programmes.
- *Prêter son appui et s'associer aux organisations régionales et sous-régionales, en vue de renforcer la coopération entre les pays en développement en matière d'élimination de la faim et d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.* Les organisations régionales et sous-régionales peuvent faciliter le partage du savoir-faire, de l'information et des capacités entre les régions, ainsi que la transposition à plus grande échelle des initiatives entreprises dans les domaines du renforcement de la résilience, de la préparation aux situations d'urgence, de la réduction des risques de catastrophe et de la nutrition, entre autres, afin d'atteindre les populations les plus vulnérables. Ces organisations peuvent veiller à ce que les questions de sécurité alimentaire et les stratégies Faim zéro soient prises en compte dans les politiques et les structures régionales et considérées prioritaires dans les programmes nationaux; elles peuvent par ailleurs aider les pays à se faire mieux entendre lorsque des accords sont conclus et des engagements pris au niveau international. Le PAM repère les institutions régionales et sous-régionales appropriées et les encourage à multiplier les initiatives visant à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il appuiera le développement à plus grande échelle de stratégies Faim zéro en aidant les institutions régionales à rassembler et diffuser les enseignements tirés au niveau national du travail mené avec le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim.
- *Intégrer et faire correspondre le travail du PAM aux initiatives plus vastes lancées par le système des Nations Unies pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire,* notamment en partenariat avec la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le PAM examinera la possibilité de collaborer avec d'autres institutions des Nations Unies pour ce qui est de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il favorisera l'intégration et l'harmonisation de ses propres initiatives au sein du système des Nations Unies, notamment en partenariat avec la FAO et le FIDA, et moyennant le partage de données d'expérience et l'échange de savoir-faire entre institutions, coordonnés par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, dans le but d'encourager les organismes des Nations Unies à appuyer conjointement la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

Plaidoyer pour les investissements en faveur de la nutrition découlant de l'étude sur le coût de la faim en Afrique réalisée avec des partenaires venant du Sud

Les études sur le coût de la faim en Afrique examinent les incidences sociales et économiques de la dénutrition chez les enfants en Afrique et établissent le bien-fondé des investissements des gouvernements africains en faveur de la nutrition.

En collaboration avec l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Commission économique pour l'Afrique, le PAM a apporté sur le terrain le soutien technique nécessaire pour réaliser les études, en transférant des méthodes et un savoir-faire venant d'Amérique latine par le biais de son partenariat avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les premiers résultats de ces études ont permis de faire mieux connaître aux responsables politiques les conséquences sociales et économiques de la dénutrition chez les enfants. Ils ont également eu une incidence sur les programmes politiques de haut niveau, en incitant les chefs d'État à s'engager, et ont permis aux pays africains de tirer des enseignements des pratiques communes et d'intégrer ces leçons dans leurs programmes de nutrition.

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DU PAM EN MATIÈRE DE COOPÉRATION SUD-SUD ET DE COOPÉRATION TRIANGULAIRE

12. Pour mettre en œuvre cette politique, le PAM devra intervenir dans quatre grands domaines en prenant les mesures ci-après.
13. *Donner aux bureaux de pays les conseils et l'appui nécessaires pour ce qui est de participer aux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et de les faciliter.* Des activités de plaidoyer et des indications supplémentaires sont indispensables pour faire en sorte que les approches adoptées par le PAM en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire soient intégrées dans son travail. Afin qu'ils participent davantage aux initiatives de coopération, les bureaux de pays du PAM doivent être encouragés et leurs capacités doivent être renforcées, s'agissant notamment d'aider les pays intéressés par le partage des connaissances et des données d'expérience, et de repérer les sources de savoir-faire et d'enseignements intéressants.
14. *Offrir une plateforme efficace d'échange de connaissances et d'information entre les pays en développement sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, ou faciliter la mise en relation avec une plateforme de ce type.* Le partage des connaissances, de l'information et des données d'expérience est un élément essentiel de la coopération. Les gouvernements demandent souvent au PAM de leur donner des exemples de pratiques et de données d'expérience utiles venant d'autres pays, mais le PAM ne dispose pas d'un système efficace de gestion de l'information et des connaissances lui permettant de dégager des enseignements et des pratiques de ses expériences dans le monde entier. Afin de mieux soutenir la coopération et le partage des données d'expérience entre pays, le PAM doit améliorer ses propres systèmes de gestion de l'information et des connaissances, tout en utilisant les réseaux appropriés de ses partenaires.

15. *Renforcer le réseau de spécialistes du PAM en établissant de nouveaux centres d'excellence ou d'autres modalités/mécanismes.* En faisant le point de l'expérience acquise avec son Centre d'excellence pour la lutte contre la faim situé au Brésil, le PAM étudiera les possibilités de créer de nouveaux centres d'excellence ou d'autres mécanismes de coopération et de partage des données d'expérience. Tout nouveau mécanisme devra compléter ceux qui existent déjà et apporter une valeur ajoutée. Certains pays pourraient souhaiter étudier l'approche adoptée par le Centre d'excellence du PAM pour faciliter le partage du savoir-faire, tandis que d'autres pourraient être davantage intéressés par d'autres modalités, notamment les listes d'experts techniques, les visites d'échange, les transferts de technologie, les partenariats public-privé et les activités de plaidoyer.
16. *Étudier les moyens de promouvoir et d'encourager la coopération Sud-Sud sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, conformément aux règles, aux règlements et au cadre de financement du PAM.* Parmi les mécanismes que le PAM pourrait étudier figurent: les accords de couplage et autres dispositifs analogues; la création d'un fonds de soutien aux innovations en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire; l'association avec les programmes d'assistance bilatérale entre pays et la facilitation de leur mise en œuvre; et les éventuelles mesures d'incitation à la coopération Sud-Sud découlant de l'examen du cadre de financement du PAM.

LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DANS LE CONTEXTE DE LA COOPÉRATION SUD-SUD ET DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

17. Un nombre croissant de pays à revenu intermédiaire créent leurs propres agences de coopération internationale afin de faciliter le partage des connaissances et du savoir-faire. Tablant sur l'expérience acquise en travaillant dans des pays en développement, le PAM s'efforcera de collaborer avec ces agences en vue d'atteindre dans ces pays les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
18. L'appui qu'il apporte à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire donne au PAM la possibilité de renforcer sa collaboration avec un nombre croissant de pays qui ont accédé ou accéderont prochainement au statut de pays à revenu intermédiaire. La majeure partie des populations sous-alimentées du monde vivent désormais dans des pays à revenu intermédiaire, et il est clair que le PAM doit aider plus efficacement ces pays à lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire. Le Défi Faim zéro lancé par le Secrétaire général et le nouvel objectif de développement durable relatif à l'élimination de la faim nécessitent la pleine participation du PAM. L'intensification de sa collaboration lui permettra également d'obtenir un soutien plus important des pays à revenu intermédiaire, tout en faisant face avec une plus grande efficacité à leurs problèmes persistants de sécurité alimentaire et de nutrition – notamment grâce à une assistance technique et au renforcement des capacités. Il est demandé de plus en plus fréquemment au PAM de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'instauration d'un monde libéré de la faim, en facilitant l'échange de données d'expérience, l'apprentissage et la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la faim dans les pays à revenu intermédiaire et d'autres pays.

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

19. Le PAM peut contribuer réellement à lutter contre la faim par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en s'employant à mettre à profit et soutenir les efforts entrepris par les pays pour partager le savoir-faire, les pratiques, les capacités et les solutions novatrices, à prêter son appui et s'associer aux institutions régionales et sous-régionales afin d'intensifier les efforts entrepris par les pays pour éliminer la faim et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et à favoriser le partage des connaissances et de l'information sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition entre pays en développement.
20. Le PAM mettra en œuvre la présente politique afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, en tirant parti dans toute la mesure possible de ses structures et de ses capacités institutionnelles aux niveaux national, régional, interrégional et mondial. La coordination et la collaboration entre institutions seront également indispensables. Le PAM collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment ceux qui ont leur siège à Rome.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AGCI	Agence de coopération internationale du Chili
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
P4P	Achats au service du progrès